

Communiqué de presse

Lancement du programme « Budgétisation inclusive et financement de la lutte contre le changement climatique en Afrique (BIFCCA) » : une initiative financée par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI)

CENTURION, Afrique du Sud [le 17 décembre 2020] – L' [Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire \(CABRI\)](#), en collaboration avec l'[Institut international pour l'environnement et le développement \(IIED\)](#), le [Partenariat budgétaire international \(IBP\)](#) et le [Programme des Nations unies pour le développement \(PNUD\)](#), est heureuse d'annoncer le lancement du programme « Budgétisation inclusive et financement de la lutte contre le changement climatique en Afrique (BIFCCA) ». Il s'agit d'un programme d'une durée de cinq ans, dont la phase initiale de démarrage de 12 mois, sera suivie d'une phase de mise en œuvre de quatre ans.

Une somme de 1,2 million USD, financée par l'ASDI, sera affectée à la phase de démarrage.

« Une réponse efficace au changement climatique doit inclure les femmes et des crédit budgétaires pour son atténuation. » - Ulla Andrén, Cheffe du bureau régional de l'ASDI

« Étant la déclaration de politique générale la plus importante de tout gouvernement, il est essentiel que le budget d'un pays révèle les investissements qui seront faits pour atténuer le changement climatique qui affectera les moyens de subsistance de la plupart des populations africaines, mais aussi pour s'y adapter. » – Neil Cole, Secrétaire exécutif de CABRI

Le programme BIFCCA répond à l'impact du changement climatique sur l'Afrique

Selon la dernière analyse des dépenses publiques africaines en matière d'adaptation (APEA), sans adaptation au changement climatique, la valeur actuelle nette du produit intérieur brut (PIB) d'ici à 2050 pour le continent africain diminuera de 6 à 12 pour cent. L'impact y sera jusqu'à deux fois plus élevé pour 18 pays, dont dix en Afrique de l'Ouest, cinq en Afrique de l'Est, au Mozambique et dans deux États insulaires. Les pays dont l'économie est diversifiée sont souvent plus résilients, et, les économies africaines qui dépendent davantage de l'agriculture sont particulièrement vulnérables.

Outre ces impacts économiques sur les pays africains, il est largement admis que les risques météorologiques causés par le changement climatique (CC) menacent de manière disproportionnée les moyens de subsistance et la vie des pauvres et des marginalisés, en particulier des femmes et des filles. Le programme BIFCCA reconnaît donc que l'adaptation au CC constitue un problème urgent pour les populations les plus vulnérables d'Afrique. Il reconnaît également qu'à ce jour, le CC a été abordé en grande partie comme une question « environnementale » en Afrique et dirigé par les ministères de l'Environnement, qui ne sont généralement pas très bien placés pour gérer une réponse efficace à un problème qui affecte des secteurs très divers et qui requiert leurs actions. Par ailleurs, il existe de solides arguments en faveur de l'implication des ministères des Finances (MF) dans la politique du CC – du fait des impacts macroéconomiques croissants de cette politique et de ses liens avec la politique

des dépenses et des recettes – ainsi que de leur mobilisation des processus budgétaires élargis au niveau national et local, impliquant le gouvernement, les assemblées législatives, les partenaires du développement et la société civile.

En réponse à ces défis multidimensionnels, le programme BIFCCA soutient des liens plus étroits entre la politique en matière de CC et le processus budgétaire, les MF en étant les principaux interlocuteurs, et souligne le rôle des femmes dans l'intégration du CC. Le programme vise à encourager le changement institutionnel, un leadership fort et l'adhésion de l'ensemble du gouvernement et des acteurs étatiques et non étatiques responsables de la redevabilité. Les objectifs généraux du programme sont :

- de réduire l'impact du CC, en particulier pour les femmes ;
- d'aider à identifier et à promouvoir les opportunités de croissance à faibles émissions de carbone.

En tant qu'intervention sexospécifique, le programme BIFCCA vise également à attirer l'attention sur l'impact du CC sur les femmes. Dans certaines cultures africaines, les femmes jouent un rôle important dans la promotion de la cohésion sociale qui est indispensable au renforcement de la résilience. Malheureusement, pour diverses raisons structurelles et sociopolitiques, les femmes sont souvent exclues des processus formels de formulation des politiques et de responsabilisation. Le programme cherche à encourager les gouvernements africains à tenir compte des questions de genre lors de la conception d'actions qui répondent au CC. Cette démarche exigera de faire des efforts pour reconnaître, impliquer et soutenir les femmes comme des agents actifs et informés. De même, les gouvernements africains doivent veiller à ce que le CC soit pris en compte lors de la conception d'actions visant à promouvoir l'égalité des sexes, ce qui exigera une plus grande sensibilisation au CC.

Le programme BIFCCA s'attaque au défi du changement climatique à plusieurs niveaux

La phase de démarrage sera ouverte à l'ensemble de l'Afrique à deux niveaux d'implication : les pays cibles et les pays associés. Deux pays cibles ont été identifiés en fonction du travail et de l'engagement existants en ce qui concerne le CC, à savoir le Ghana et l'Ouganda. Les pays associés participeront à l'apprentissage et aux échanges Sud-Sud entre pairs – avec des pays qui s'intéressent fortement à la planification et à la budgétisation du changement climatique et qui ont une certaine expérience en la matière, comme le Bénin, le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Kenya, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Nigéria, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, la Tanzanie et la Zambie.

Le programme comprend trois composantes : i) **l'apprentissage Sud-Sud** sur l'intégration du changement climatique dans le cadre de la planification financière et budgétaire, sous la direction de CABRI. Cette composante met l'accent sur le dialogue panafricain et la gestion des connaissances ; (ii) **les études par pays**, dirigées par le PNUD soutiendront les actions des deux pays au cours de la phase de démarrage : les premières seront une revue par pays et les secondes soutiendront la mise à l'essai d'une nouvelle pratique budgétaire/financière ; et, (iii) **le travail sur la gouvernance du financement de la lutte contre le changement climatique** dirigé par l'IBP et l'IIED impliquera un programme structuré d'évaluations de la redevabilité et de renforcement des capacités pour les OSC partenaires dans les deux pays (c'est-à-dire le Ghana et l'Ouganda).

Prochaine activité

La phase de démarrage comprendra quatre événements virtuels d'apprentissage et d'échange entre pairs. Le premier apprentissage et échange entre pairs sur l'intégration du CC dans la budgétisation et les finances aura lieu les 23 et 24 février 2021. Il offrira une plateforme de partage des connaissances et facilitera l'apprentissage Sud-Sud sur les approches utilisées pour intégrer le CC dans la budgétisation et les finances, en mettant l'accent sur l'Afrique. Des fonctionnaires des ministères africains des Finances, de la Planification/du Plan, de l'Environnement et autres ministères concernés, seront invités à participer et à présenter leur expérience dans le domaine de l'intégration du CC.

** Le programme BIFCCA vise à travailler principalement avec l'expertise africaine. Diverses opportunités à court terme existeront pour les spécialistes possédant une expérience qui couvre à la fois le changement climatique et la gestion des finances publiques. Les experts africains qui s'intéressent à ce travail sont cordialement invités à se mettre en rapport avec le programme.*

Équipe de communication du programme BIFCCA :

ASDI : Anna Tjärvar, Conseillère, Ambassade de Suède, Addis-Abeba

Courriel : anna.tjarvar@gov.se

CABRI : Priya Beegun, Responsable Marketing et Communications

Courriel : priya.beegun@cabri-sbo.org

IIED : Paul Steele, Économiste en chef, *Shaping Sustainable Markets (Détermination des marchés durables)*

Courriel : paul.steele@iied.org

IBP : Delaine McCullough, Cheffe de *Climate Finance Accountability* (Redevabilité du financement contre la lutte du changement climatique)

Courriel : dmccullough@internationalbudget.org

PNUD : Michelle Mendi Muita, Spécialiste en communications

Courriel : michellemendi.muita@undp.org